



COMMUNE de PARMAIN

ARRÊTÉ

d'opposition à une déclaration préalable au nom de la commune de PARMAIN

Le Maire de la Commune de PARMAIN

Vu la déclaration préalable présentée le 03/07/2026 par Monsieur Carvalhais Goncalves William,

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour l'installation d'un climatiseur sur la façade principale ;
- Sur un terrain situé : 2 A Rue du Président Wilson à PARMAIN (95620) ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-4 et suivants, R421-17 et suivant ;

Vu le code de l'urbanisme notamment son article R.111-27 ;

Vu la loi du 2 mai 1930, relative à la protection des monuments et des sites naturels ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 9 juillet 2024 ;

Vu l'avis Défavorable de Monsieur le Maire en date du 06 août 2026 ;

Vu l'avis Défavorable de Monsieur l'Architecte des Bâtiment de France en date du 06 août 2026 ;

Considérant l'article UG 2.3.4 du Plan Local d'Urbanisme qui impose que les pompes à chaleur sont admises si l'installation technique est intégrée dans un bâtiment, si elle n'est pas susceptible de générer de bruit et si elle est non visible depuis les voies publiques et espaces communs résidentiels ;

Considérant que le projet contrevient aux dispositions précitées, l'installation d'un climatiseur sur la façade principale et visible depuis le domaine public n'étant pas compatible avec la typologie permise par lesdites disposition ;

Considérant l'article R.111-27 du code de l'urbanisme qui dispose « Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, son de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales » ;

Considérant les motifs de l'avis défavorable de l'Achitecte des Bâtiment de France, avis que la Commune entend suivre au titre des dispositions de l'article R.111-27 précité du Code de l'Urbanisme : « Le bloc extérieur de climatisation, élément technique, volumineux et de couleur neutre, ne s'intègre pas sur cette façade aux matériaux traditionnels. Par ailleurs, celui-ci est en hauteur et visible depuis l'espace public . Le projet réalisé est de nature à modifier la perception du paysage urbain protégé qui fait partie intégrante dusite inscrit cité en annexe et dont il convient de préserver la présentation ».

- Recommandations

Compte tenu que les travaux réalisés, dans leurs dispositions actuelles, porteraient atteinte à la qualité du site à préserver, un nouveau projet doit être réalisé en prenant en compte les indications suivantes : positionner cet élément technique proche du sol, dans un endroit non visible depuis l'espace public. »

ARRÊTE

Article 1

La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision d'**opposition**. Vous ne pouvez donc pas entreprendre vos travaux.

Article 2

Toutes autorités administratives, les agents de la force publique compétents sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postale. Un extrait du présent arrêté sera en outre publié par voie d'affichage à la Mairie dans les huit jours de sa notification et pendant une durée de deux mois.

PARMAIN, le 10 août 2026

Le Maire,

Nadine CALVES

Adjointe au Maire en Charge de l'Urbanisme,
du Patrimoine et de l'Habitat.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le destinataire d'une décision ou les tiers qui désirent la contester peuvent saisir le Tribunal Administratif compétent d'un RECOURS CONTENTIEUX dans les deux mois à partir de la date d'affichage sur le terrain (article R.600-2) de la décision attaquée.

Ils peuvent également saisir le Maire d'un RECOURS GRACIEUX dans le délai d'un mois suivant la décision contestée. Cette démarche ne prolonge pas le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (au terme d'un délai de deux mois, le silence du Maire vaut rejet implicite).

Conformément à l'article L600-12-2, le délai d'introduction d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique à l'encontre de cette décision est d'un mois. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétence vaut décision de rejet. Le délai de recours contentieux contre une décision mentionnée au premier alinéa n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique.

En cas de déféré du préfet ou de recours contentieux à l'encontre d'une décision de non-opposition à une déclaration préalable, le préfet ou l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation. Cette notification doit également être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant un certificat d'urbanisme, une décision de non-opposition à une déclaration préalable ou un permis de construire, d'aménager ou de démolir. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier à peine d'irrecevabilité du recours contentieux qu'il pourrait tenter ultérieurement en cas de rejet du recours administratif.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du déféré ou du recours.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au titulaire de l'autorisation est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec accusé de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux. (Article R.600-1).

Dossier traité en partenariat avec la communauté de communes de la Vallée de l'Oise et des Trois Forêts

